

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA La Vatine
60 000 BEAUVAIS

Beauvais, le 01/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAVERGLASS

RUE DE LA GARE - BP 1
60960 FEUQUIERES

Références : IC-R/0277/22-MB/SL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement SAVERGLASS implanté RUE DE LA GARE - BP 1 60960 FEUQUIERES. L'inspection a été annoncée le 20/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVERGLASS
- RUE DE LA GARE - BP 1 60960 FEUQUIERES
- Code AIOT dans GUN : 0005101176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société SAVERGLASS est une verrerie spécialisée dans la fabrication de bouteilles et carafes en verre pour les producteurs de vins et spiritueux. Elle dispose, à cet effet, de deux fours verriers d'une capacité totale de 360 tonnes/jour. Les deux fours fonctionnent en continu, 24 heures sur 24 et 365 jours par an. Ils alimentent neuf lignes de production. Elle dispose également d'une installation d'application et de cuisson de vernis hydrosolubles pour procéder au satinage et à la sérigraphie des bouteilles.

Une procédure de régularisation est en cours pour l'activité de décors des bouteilles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 08/10/2018 et 30/03/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC1 - Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 08/10/2018, article 1	/	Sans objet
PC2 - Prévention du risque légionelles	AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1	/	Observation
PC3 - Prévention du risque légionelles	AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1	/	Sans objet
PC4 - Prévention du risque légionelles	AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1	/	Sans objet
PC5 - Prévention du risque légionelles	AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1	/	Sans objet
PC6 - Prévention du risque légionelles	AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1	/	Sans objet
PC7 - Prévention du risque légionelles	AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que les dispositions des arrêtés de mise en demeure des 08/10/2018 et 30/03/2022 sont respectées.

Il est donc proposé à madame la Préfète d'abroger ces arrêtés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC1 - Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/10/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets en MES
Prescription contrôlée : La société SAVERGLASS est mise en demeure de respecter les valeurs limites applicables aux rejets de MES vers le milieu récepteur n°2 fixées dans le tableau de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2016 sous trois mois.
Constats : Les dépassements réguliers en matières en suspension (MES) étaient dus à un débordement des eaux de refroidissement du circuit de récupération du calcin situé en cave qui étaient envoyées vers le point de rejet n° 2. Afin de corriger cette situation, la société a mis en place un décanteur de 400 m³ qui permet de réguler les débits nécessaires au refroidissement du verre chaud et d'offrir un temps de décantation suffisant pour capter les MES (avec ajout de coagulant/floculant). Ce décanteur a été mis en service en tout début d'année 2022. Depuis la mise en place de cet ouvrage, la totalité des analyses des rejets aqueux au point n° 2 respecte toutes les valeurs limites imposées (valeurs comprises entre 6 et 20 mg/l pour les MES pour une VLE à 30 mg/l lors des 5 analyses mensuelles de janvier à mai 2022). L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/10/2018 est donc respecté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC2 - Prévention du risque légionelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre biocide
Prescription contrôlée : La société SAVERGLASS est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 9 de l'arrêté du 14 décembre 2013 en mettant en place un registre des stocks de produits biocides et autres produits dangereux auquel est annexé un plan général des stockages.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le carnet de suivi des installations qui permet notamment le suivi des stocks de produits dangereux. Ce carnet de suivi est informatisé. L'ensemble des substances susceptibles d'être utilisées pour la gestion des tours aéroréfrigérantes y est recensé. Un état 0 des stocks a été enregistré à la création du carnet. Lorsqu'une substance est utilisée, la quantité est enregistrée dans le carnet de suivi qui corrige automatiquement l'état des stocks. Un plan général des stockages est annexé au carnet de suivi. Ce plan désigne de façon générale la "cave" de l'atelier et le bâtiment maintenance. Un plan de masse représentant de façon plus précise l'emplacement des stockages pourrait être mis en œuvre. Au regard des éléments précédents, le premier point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2022 est respecté.
Observations : Il conviendrait que le plan des stockages de produits biocides et autres produits dangereux annexé au carnet de suivi représente de façon plus précise l'emplacement des stockages (sur plan de masse par exemple).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC3 - Prévention du risque légionelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : La société SAVERGLASS est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 22.I de l'arrêté du 14 décembre 2013 en associant l'ensemble des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols à une capacité de rétention.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'ensemble des contenants de produits dangereux situés dans la "cave" de l'atelier et dans le bâtiment maintenance étaient sur rétention de dimension adaptée au contenant. Seules ces zones ont été contrôlées. Au regard des éléments précédents, le deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2022 est respecté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC4 - Prévention du risque légionelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Formations personnel
Prescription contrôlée : La société SAVERGLASS est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 23 de l'arrêté du 14 décembre 2013 en assurant la formation de toutes les personnes impliquées directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation en vue d'appréhender, selon leur fonction, le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des agents susceptibles d'intervenir sur les tours aéroréfrigérantes (TAR). Il s'agit du personnel de maintenance et de la responsable HSE du site (madame Morin). Ces agents reçoivent une formation délivrée par l'APAVE qui porte sur "la connaissance et la prévention du risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes". Une formation initiale et des recyclages annuels sont dispensés. 3 agents parmi la liste présentée par l'exploitant n'ont pas reçu la formation initiale. L'exploitant a confirmé qu'ils n'intervenaient pas sur les TAR avant d'avoir été formés. Les autres agents ont tous suivi le recyclage au cours de l'année 2022 (4 sessions entre avril et juin). L'attestation de présence madame Morin à la session du 28/04/2022 a été présentée. Au regard des éléments précédents, le troisième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2022 est respecté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC5 - Prévention du risque légionelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage
Prescription contrôlée : La société SAVERGLASS est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 26.I.2 de l'arrêté du 14 décembre 2013 en : <ul style="list-style-type: none">• maintenant l'ensemble des installations de refroidissement propres et dans un bon état de surface ;• définissant une procédure particulière liée à l'utilisation du jet d'eau sous pression pour le nettoyage des installations de refroidissement.
Constats : Les conditions d'utilisation du jet d'eau sous pression ont été ajoutées dans le mode opératoire nommé "interventions régulières à réaliser sur les tours aéroréfrigérantes" référencée LM-MCE-432. Le mode opératoire prévoit notamment la mise en place d'un balisage lors du nettoyage des TAR pour éviter l'exposition de personnes non équipées d'EPI. Lors de la visite, l'apparente propreté des tours du four 6, et en particulier de leur partie supérieure, a été constatée. Au regard des éléments précédents, le cinquième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2022 est respecté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC6 - Prévention du risque légionelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'arrêt immédiat
Prescription contrôlée : La société SAVERGLASS est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 26.I.1.c de l'arrêté du 14 décembre 2013 en définissant une procédure spécifique d'arrêt immédiat de la dispersion.
Constats : L'arrêt de la dispersion via l'arrêt des ventilateurs est mentionné dans le mode opératoire nommé "désinfection des tours de refroidissement" référencé GM-MCE-091. Ce mode opératoire décrit les actions à mener dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- taux de légionelle compris entre 1 000 UFC/l et 50 000 UFC/l ;- taux de légionelle supérieur à 100 000 UFC/l ;- arrêt prolongé. L'arrêt des ventilateurs est la première action prévue dans chacune de ces situations. Au début du mode opératoire, il est inscrit : "En cas d'alerte : le responsable en présence s'assure de la sécurité industrielle en arrêtant l'installation dans un délai au plus proche de l'alerte." <ul style="list-style-type: none">- Four 6 : une bascule sur une tour de secours est effectuée à partir de 10^5 UFC/l.- Four 5 : l'exploitant avise du délai le plus rapide en fonction du cas lors de l'alerte." L'exploitant a confirmé que l'arrêt immédiat de la ventilation était possible tout en maintenant la sécurité des installations de production. Il conviendrait toutefois que la procédure soit plus explicite sur l'arrêt immédiat de la ventilation dans le cas d'un taux de légionelle supérieur à 100 000 UFC/l. Au regard des éléments précédents, le sixième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2022 est respecté.
Observations : Il conviendra que le mode opératoire nommé "désinfection des tours de refroidissement" soit plus explicite sur l'arrêt immédiat de la ventilation dans le cas d'un taux de légionelle supérieur à 100 000 UFC/l.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC7 - Prévention du risque légionelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi
Prescription contrôlée : La société SAVERGLASS est mise en demeure sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 26.IV.2 en mettant en place le carnet de suivi des installations de refroidissement comprenant l'ensemble des informations attendues par l'arrêté du 14/12/2013.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le carnet de suivi mis en place. Ce carnet est informatisé. Il contient l'ensemble des éléments attendus à l'article 26.IV.2 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. Le septième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/03/2022 est donc respecté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet